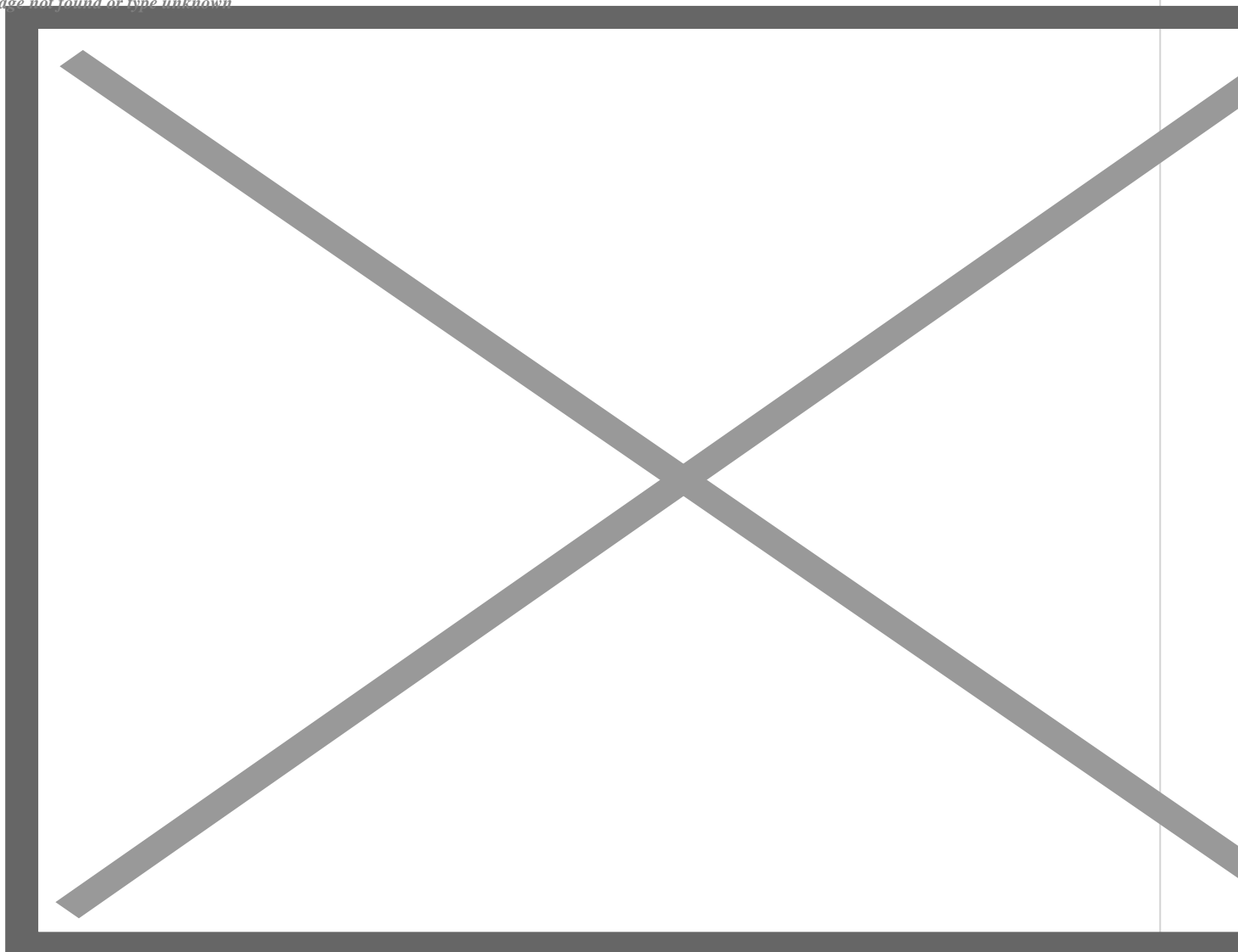


Le président colombien met en garde contre un coup d'État constitutionnel

Image not found or type unknown



La Havane, 4 octobre, (RHC)- Le président de la Colombie, Gustavo Petro, a qualifié mardi de coup d'État constitutionnel les actions du procureur général de la nation, Francisco Barbosa, qui mène contre lui une série d'enquêtes entachées d'irrégularités.

"Le procureur général est en train de compiler des copies contre moi, sur la base d'un interrogatoire non légal dans lequel l'interrogateur de son entité pose des questions à mon sujet, ce qui constitue un véritable coup porté à la constitution", souligne le président Pétro sur le réseau social X.

Il a ainsi fait allusion à un article publié par le magazine Semana, Semaine, reproduisant l'interrogatoire fait à son fils, Nicolas Petro.

Ce dernier a affirmé qu'un homme d'affaires, Euclides Torres, a financé un meeting de campagne électorale, en septembre 2021, cinq mois avant le début de sa campagne électorale.

Le président colombien a présenté comme argument l'immunité dont il bénéficiait alors en tant que sénateur à l'époque et en tant que président aujourd'hui.

Il a qualifié d'aberrant le fait que Semana ait publié l'interrogatoire de son fils, "alors que la loi n'autorise pas la publication de ces documents qui lui ont été remis de manière irresponsable et criminelle" ainsi que le recours à un événement qui a eu lieu cinq mois avant le début de sa campagne électorale.

Petro a souligné que ni l'interrogateur du procureur, ni le journaliste n'ont pensé à vérifier la date de l'événement, pour voir si cet acte, la manifestation du "P" à Barranquilla, était couvert par la loi sur le financement des campagnes électorales. Lors de cet acte, Petro a marché sur un gigantesque "P" construit sur la Plaza de la Paix et, à l'époque, il était sénateur de la République.

Il s'agissait - a souligné Gustavo Petro - d'une réunion politique, ce qui est un droit, et qui n'appartenait pas à la campagne simplement parce qu'elle avait eu lieu cinq mois plus tôt.

"J'achève ainsi huit années d'enquête permanente à mon encontre par des procureurs qui ont cherché à m'emprisonner dans le seul but d'empêcher le progressisme de gouverner le pays sous ma direction", a déclaré Gustavo Petro, qui a également dénoncé la persécution d'autres dirigeants de gauche.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/335795-le-president-colombien-met-en-garde-contre-un-coup-detat-constitutionnel>



Radio Habana Cuba